

Conférence économique internationale

Je devrais signaler à nouveau, je crois, que les négociations lors de cette conférence ministérielle de trois jours qui, en fin de compte, s'est transformée en conférence de plus de quatre jours, ont été effectuées au niveau ministériel. Par exemple, M. Vance représentant du groupe des 8, dirigeait les négociations sur l'énergie. Le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, M. Owen, et celui d'Australie, M. Peacock, au nom du groupe des 8, dirigeaient les négociations sur le programme fusionné et quant aux questions relatives à la dette et à l'aide officielle à l'exploitation, M. Roy Jenkins, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) et le ministre des Affaires étrangères de la Suède, M^{me} Soder, dirigeaient les négociations en notre nom.

● (1510)

L'interaction s'est exercée directement entre les principaux ministres des deux côtés et je crois que cette négociation ministérielle a permis une compréhension beaucoup plus profonde. Il y a eu amélioration significative des positions des pays industrialisés sur des questions comme l'APD, le Programme d'action spécial et le Fonds commun, et une prise de conscience des problèmes communs en matière d'énergie. La suite du dialogue se fera au sein d'autres organismes internationaux, car, comme les députés le savent, la Conférence sur la coopération économique internationale de Paris est terminée. Elle devait durer un an, mais elle a été prolongée de six mois, surtout à cause du changement de gouvernement aux États-Unis. Je crois qu'elle a jeté des bases solides.

Les résultats complets de la Conférence et ses accords détaillés recevront une attention particulière et entraîneront des mesures concrètes dans de nombreux domaines. Lorsque les accords détaillés auront été rassemblés, j'espère les déposer à la Chambre pour faire voir aux députés tous les sujets qui ont été abordés, de même que les accords et désaccords exprimés à la Conférence.

Bien que l'on n'ait pas réussi à s'entendre sur toutes les questions, je crois qu'il y a eu suffisamment de progrès enregistré pour que les pays industrialisés et les pays en voie de développement persévèrent dans leurs efforts pour résoudre leurs problèmes dans un esprit de collaboration et non d'antagonisme. Je suis d'avis que le résultat d'ensemble justifie l'effort considérable fourni par le Canada durant la Conférence; cet effort a eu un impact positif sur la stature internationale de notre pays.

Je souhaite rendre hommage à la délégation canadienne à la CCEI. Durant toute la durée de la Conférence et particulièrement dans les moments de pression intense et de crise imminente, notre délégation a réussi de façon admirable à gérer la Conférence et les relations du Canada avec les participants à cette rencontre, ceci avec beaucoup d'habileté et de dévouement. J'espère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) écoute ces mots par lesquels je termine: il est important que le Canada continue à jouer ce rôle de leadership dans le dialogue Nord-Sud à la suite de l'élan donné par la Conférence sur la coopération économique internationale.

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord remercier le ministre pour tous

[M. MacEachen.]

les efforts qu'il a déployés en tant que président des pays industrialisés à la Conférence Nord-Sud.

Des voix: Bravo!

M. Roche: Même à distance, j'ai pu me rendre compte de l'intensité des entretiens de minuit. Je critique peut-être les résultats de la conférence, mais je ne déprécie pas pour autant le dévouement évident du ministre qui cherche à combler le fossé entre riches et pauvres.

Ce qui compte, toutefois, ce sont les résultats et ceux de la Conférence Nord-Sud sont très attristants. Le ministre croit sans doute devoir faire bonne figure, mais le communiqué décevant publié à la fin de la conférence me porte à dire qu'il faut cesser de se leurrer au sujet des relations entre les pays industrialisés et en voie de développement car, des deux côtés, on affiche de plus en plus de cynisme devant tous ces attermoiements, ces diversions et ces projets grandioses.

Le ministre hésite à dire si la CCEI a été un succès ou un échec. On a l'impression qu'il définit le succès comme l'absence de rupture totale. Même si le ministre trouve le mot «échec» trop dur à supporter, nous devons au moins convenir que la Conférence Nord-Sud n'a pas donné les résultats escomptés.

Les pays industrialisés, dont les intérêts étaient quand même au centre de la conférence, l'ont dit clairement dans le communiqué suivant:

... nous ne nous sommes pas mis d'accord sur la plupart des propositions visant à apporter des changements structurels au système économique international ou certaines des dispositions recommandant une intervention immédiate pour régler des problèmes urgents. Le groupe des dix-neuf estime donc que la CCEI n'a pas permis d'atteindre les objectifs d'un programme d'action complet et équitable visant à établir le nouvel ordre économique international.

Une chose est certaine, le communiqué final énumérait 21 points de désaccord y compris deux problèmes qui étaient au centre des préoccupations de la conférence et qui n'ont pas été résolus, à savoir la dette et le pouvoir d'achat des pays en voie de développement. Le communiqué énumérait également 20 points d'accord, y compris le programme d'action spécial d'un million de dollars pour le fonds commun des denrées, mais même là, étant donné la nature du fonds commun, on a renvoyé la question à la CNUCED.

Dans sa déclaration d'aujourd'hui, le ministre a déclaré qu'on avait beaucoup progressé en comprenant mieux les problèmes, mais c'est de l'action qu'on attendait de la CCEI car les nombreuses conférences des années 70 avaient déjà permis de mieux comprendre la situation. Le ministre l'a reconnu lui-même lorsqu'il a dit au sous-comité du développement international, le 30 mars dernier, qu'un échec ou même un semblant d'échec de la conférence Nord-Sud constituerait un recul grave de la coopération internationale.

Aucun groupe international n'a présenté une analyse et un programme mieux équilibrés que celui des experts du Commonwealth, qui ont publié trois rapports. Le troisième, sorti il y a un mois ou deux, réclamait d'urgence une action intelligente, pour la raison que les taux actuels de croissance ne réussiront pas à réduire d'ici la fin du siècle l'écart des revenus entre pays industrialisés et pays en voie de développement.